

Comme vous le savez toutes et tous, vendredi 13 octobre à Arras, l'un des nôtres a été tué et deux collègues grièvement blessés. Pour marquer la gravité de la situation et appuyer l'importance de notre expression, nous avons pris l'initiative d'une déclaration commune.

Les organisations syndicales de l'éducation de la FSU, Unsa, FNEC FP FO, Sgen-CFDT, CGT éducation et Sud éducation réaffirment leur soutien à la famille de Dominique Bernard, à tous ses proches, à ses collègues et aux élèves de la cité scolaire Gambetta-Carnot à Arras. Nos pensées vont également aux victimes blessées et à leurs familles, souhaitant qu'ils se remettent au plus vite.

Des rassemblements hommages ont été organisés par l'intersyndicale auxquels de nombreux citoyens et élus se sont joints, démontrant ainsi l'émoi suscité au sein de toute la société. Nous regrettons l'absence des représentants de la direction du rectorat ou des DSDEN. Cela aurait pourtant pu envoyer un signal fort de soutien à la profession... Concernant l'hommage institutionnel du lundi 16 octobre, nos organisations souhaitent dénoncer la différence de traitement entre le premier et le second degré, les enseignants des écoles n'ayant pu bénéficier d'un temps de concertation sur leur temps de travail contrairement à leurs collègues des lycées et collèges.

Cette période de deuil et d'hommages à nos collègues assassinés parce qu'ils faisaient leur métier, ne peut rester sans suite.

Ce métier est le nôtre, un métier que nous faisons toutes et tous ici pour transmettre des savoirs, pour apprendre à grandir, à travailler et à échanger avec les autres, pour émanciper par les connaissances, pour libérer des carcans par l'esprit critique. Par-delà l'appréhension qui nous saisit, nous continuerons à l'exercer toujours avec détermination et fierté pour opposer à l'obscurantisme notre confiance en la jeunesse et en l'humanité.

Il est temps de prendre conscience que c'est avant tout en donnant les moyens humains en personnel que les établissements pourront retrouver de la sérénité et continuer à exercer leurs missions dans des conditions acceptables autant pour les personnels que pour les élèves.

Les événements tragiques survenus à Arras ont en effet montré une fois de plus la nécessité de protéger, autrement que par des discours, l'école publique et ses personnels qui mettent leur vie au service du droit à l'instruction des élèves.

Ainsi, le ministre ne peut vouloir que l'école reste debout, et dans le même temps supprimer 2 500 postes à la rentrée 2024. Soutenir l'école et ses personnels, les aider à rester debout, c'est d'abord annuler ces 2 500 suppressions et créer les postes nécessaires dans toutes les catégories de personnels (professeurs, CPE, AED, AESH, Infirmières, assistantes sociales, médecins scolaires etc.). C'est aussi respecter leurs statuts et missions et cesser les mesures qui les remettent en cause.

Rétablir les conditions au plan matériel comme au plan humain pour permettre à l'école et ses personnels de remplir pleinement leur mission d'instruction et d'émancipation de la jeunesse, c'est la seule sécurisation dont la communauté éducative a vraiment besoin, et qui pourra lui permettre de lutter de l'intérieur contre les obscurantismes et toutes leurs dérives.